

moderniser ses méthodes manufacturières, ne put faire la même concurrence aux autres pays du monde, qui remplacèrent la houille noire par la houille blanche et le pétrole.

Durant la période d'après-guerre, la France, par nécessité, modernisa ses industries; l'Allemagne, avec l'assistance financière des Etats-Unis et même de l'Angleterre, renouela les siennes, pour faire concurrence à nos voisins du Sud, et l'Angleterre, obligée de faire face à un chômage de plus en plus élevé, ne trouvant plus dans les canaux internationaux la même puissance d'exportation et, durant les deux ou trois dernières années, souffrant comme toutes les autres nations de pertes financières considérables, trouva avantageux de prendre une nouvelle direction dans sa politique étrangère.

Cette évolution commerciale a déclenché le développement des tendances protectionnistes et travailistes en Angleterre.

De 1921 à 1925, le parti travailliste semblait favoriser des liens plus resserrés avec la Russie au détriment des nations sœurs, mais, depuis la crise des deux dernières années, l'Angleterre se rapproche des dominions, et a manifesté son intention d'adopter la politique du protectionnisme. Comme le disait un grand économiste:

Les Dominions considèrent l'Angleterre avec les sentiments d'un fils marié pour son père. Cette comparaison familiale s'applique du reste à la lettre parce qu'il s'agit en effet d'une relation de parents à enfants. Ceux-ci sont jaloux de leur majorité si récemment acquise, mais le chef de famille est fier de sa progéniture et se dit: c'est moi qui ai fait tout cela. Il n'y a donc pas chez lui ce sentiment de personnalité froissée que ressent parfois l'âge mûr quand les jeunes générations, selon le mot de Bossuet, "poussent de l'épaule" leurs devanciers.

L'Angleterre se place sur un autre terrain, elle éprouve justement l'orgueil d'une grande œuvre, qui est et demeure la sienne même si, à plusieurs égards, la direction effective lui en échappe.

La fixation de l'unité impériale est, à elle seule, un avantage suffisant pour qu'elle consente à son maintien bien des concessions.

En effet, durant le siècle dernier, les dominions étaient soumis à l'Angleterre, où ils envoyaient à bon compte les matières premières et dont ils recevaient le surplus de population. Peu à peu, le commerce des dominions se développa. Ces derniers s'entourèrent effectivement d'une barrière de protection, aussi élevée que possible, limitèrent leur immigration, et, depuis les vingt dernières années, leurs exportations augmentèrent tandis que celles de la mère patrie diminuèrent. Cette dernière exporta plus aux dominions et aux colonies, et les dominions prirent un part plus prépondérante dans le commerce mondial.

Les industries fondamentales de l'Angleterre, telles que celles du charbon, du fer, de l'acier, du coton et de la laine, furent les principales à subir la contraction du pouvoir exportateur; ces industries, subissant le plus la crise du chômage, trouvèrent, durant ces dernières années, un champ plus vaste dans les dominions. D'où les efforts de l'Angleterre à étendre le champ de ses industries dans les dominions et les colonies. Par contre, les dominions, en grande partie agricoles, cherchaient, naturellement, un débouché sur le marché anglais. Il fallait concilier ces deux mouvements.

Le Canada—déclarait à la dernière session le très honorable premier ministre—doit adopter la politique de Macdonald et de Tupper, n'accorder une préférence que sur la base de préférence mutuelle à des avantages mutuels.

Sir Wilfrid Laurier y dévia en 1897, en accordant des préférences à l'Angleterre, dans l'espoir de la voir nous rendre la réciprocité, mais elle ne céda qu'à partir de 1919 et, alors, seulement sur des matières secondaires. Il fallut, pour y réussir, une énergie plus réalisatrice.

A la Conférence impériale de 1930, le premier ministre déclarait:

Le souci primordial du Canada est de vendre son blé.

Nous désirons en Angleterre un marché plus étendu et nous sommes prêts à en payer le prix en donnant une préférence aux produits britanniques sur le marché canadien. Nous devons approuver ou rejeter le principe; je vous pose, quant à moi, la question nettement, en vous demandant de nous répondre avec une égale netteté. Il n'y a pas de place pour un compromis, et au point où nous en sommes, il n'est plus possible d'éluder la question. La préférence que je propose ne doit pas être considérée comme une étape dans la direction du libre-échange impérial, qui, dans notre pensée, n'est ni désirable ni possible, mais j'offre à la mère patrie et à toutes les parties de l'Empire, en échange d'avantages corrélatifs, une préférence par une surcharge sur les tarifs existants ou susceptibles d'être établis ultérieurement.

C'était obliger l'Angleterre à prendre une décision au sujet de ce problème dont elle avait longtemps cherché la solution, tout en l'éluant.

Si elle refusait, les dominions étaient alors libres d'adopter la ligne de conduite qu'ils jugeraient nécessaire dans les circonstances.

La thèse du premier ministre était assez large pour satisfaire toutes les parties sauf, peut-être, celles qui désiraient un libre-échange entre toutes les parties de l'Empire. C'eût été folie d'y prétendre, parce que, économiquement parlant, irréalisable. La réponse ne se fit pas attendre. M. Neville Chamberlain, au mois de janvier 1932, en parlant de la Conférence impériale économique, déclarait:

Le Gouvernement de Sa Majesté attache une importance extrême à cette Conférence, et il a l'intention d'y apporter la ferme détermination